

### Liminaire au CTPD du 11/02/2013

Monsieur le Président,

S'il est vrai que le nouveau gouvernement a mis fin à la RGPP, il est tout aussi vrai qu'il l'a remplacée par la Modernisation de l'Action Publique.

Nouvelle appellation, presque nouvelle méthode avec "une démarche stratégique" !

Presque car en 2009, étaient mis en place les ateliers DOS puis en 2011, les GEM (groupe expression métiers) afin d'élaborer le Document d'Orientation Stratégique avec la participation des agents.

Pourtant les agents n'ont vu aucun changement si ce n'est encore et toujours des emplois en moins et la détérioration continue des missions et de leurs conditions de vie au travail !

Les directions locales sont donc chargées de diffuser en ce moment les questionnaires aux agents pour une remontée à la Centrale. Ils serviront à l'élaboration d'un projet stratégique que le Directeur Général adressera aux ministres fin mars 2013.

SOLIDAIRES Finances Publiques a interpellé lors du CTR du 31 janvier 2013 le Directeur Général Mr Bezard, puis, le 07 février 2013, le Ministre délégué au budget, Mr Cahuzac sur l'avenir de la DGFiP.

Les réponses sont restées très politiques et aucune réponse ou proposition n'a été faite sur les emplois, sur l'amélioration des conditions de vie au travail (si ce n'est que le cadre de vie était à prendre en compte), sur les crédits de fonctionnement (ils baissent de 9% en 2013) ni sur la reconnaissance du travail par l'augmentation des rémunérations puisque l'on maintient toujours le gel du point d'indice mais qu'il entendait tenir compte de notre demande de réduire les écarts de rémunération.

On a pu entendre que les chantiers sur l'accueil et les ZUS étaient ouverts.

SOLIDAIRES Finances Publiques restera donc très attentif à cette démarche et surtout aux propositions qui en découleront.

### ORDRE DU JOUR DU CTL DU 11 FEVRIER 2013

L'ordre du jour de ce CTL est très chargé avec 6 points à examiner.

Concernant le règlement intérieur du CTL, notre bureau National avait fait des propositions de modifications de la circulaire. Elles ont été refusées par la Direction Générale. Dès lors, quelle marge avons nous sur ce règlement intérieur ?

SOLIDAIRES Finances Publiques demande au delà de celles déposées par le national, une modification au niveau de notre département du règlement intérieur.

Nous demandons la possibilité, suivant l'ordre du jour, d'augmenter les autorisations d'absence pour préparer les CTL. En effet, un jour pour préparer un CTL avec un ordre du jour comme celui d'aujourd'hui n'est pas suffisant.

Enfin , nous notons l'article 24, dans lequel il est stipulé que lors de chacune des réunions, le comité procède à l'examen des suites qui ont été données aux questions qu'il a traitées et aux avis qu'il a émis lors de ses précédentes réunions.

SOLIDAIRES Finances Publiques demande donc pour un prochain CTL, les suites données aux propositions que l'on a faite lors du CTL du 23/10/2012 sur l'accueil.

### Budget

Concernant le volet budgétaire, SOLIDAIRES Finances Publiques a dû réclamer des documents plus précis, documents que l'on avait eu l'année dernière sans les demander. Nous regrettons que dans ces instances, il faut à chaque fois réclamer des documents pour analyser correctement les dossiers.

Le Nord est une des directions les plus touchées par les suppressions d'emplois avec pour l'année 2013 encore 60 suppressions nettes.

SOLIDAIRES Finances Publiques vous a interpellé le 09 janvier 2013 sur ce sujet et vous a remis un chèque fictif représentant le gain de ces suppressions d'emplois évalué à 1 430 000 euros. Mais cela n'est pas suffisant et le budget est encore en baisse pour 2013.

Nous dénonçons la nouvelle baisse de 9 % qui affectera directement le ratio agent. Cette nouvelle baisse s'ajoute à la très forte baisse de 2012 ( 20 %), alors que le prévisionnel 2012 a été dépassé de plus de 8%.

La situation n'est pas tenable, on peut se rendre compte que ce sont les conditions de travail des agents qui vont de nouveau se dégrader : avec cet hiver particulièrement rigoureux, le budget des fluides est déjà mal engagé ; les dépenses d'équipement, à la hauteur de 2% du budget seront inexistantes, tout comme les travaux.

### Notation :

Solidaires Finances Publiques dénonce le fait que les agents basculent dans un nouveau système sans information complète préalable. Il n'y a pas de lisibilité sur plusieurs points cruciaux :

- l'introduction du bilan croisé des compétences abordé oralement lors du CTL du 28 juin 2012 et qui n'a fait l'objet d'aucun développement depuis. Nous vous rappelons d'ailleurs que les OS présentes s'étaient abstenues sur le vote, et nous avons raison.

En effet, ce projet nous a été présenté sans document à l'appui, et présenté suite à une analyse de la formation professionnelle qui mettait en évidence l'insuffisance de formation professionnelle dans notre département.

Or, ce bilan croisé des compétences, encore une fois testé ? seulement dans notre département du Nord, va bien au delà du besoin de la formation professionnelle.

La note du DRFIP en date du 1er février 2013 que SOLIDAIRES Finances Publiques s'est procuré et présentant cette mise en place aux chefs de service, en démontre tous les aspects qui sont à notre sens dangereux :

En effet, Lors de l'entretien, l'évaluateur devra interroger chaque agent sur ses connaissances sur chacune des tâches du service, avec une cotation en 5 niveaux allant d'expert à aucune connaissance. Pire, les divergences d'appréciation seront expliquées à l'agent par le chef de service, dont l'avis est alors prépondérant ( cf note du DRFIP).

Pour SOLIDAIRES Finances Publiques, sous couvert de mettre en place un plan de formation plus adéquat et plus performant, l'agent va s'évaluer lui même dans chacune des tâches du service. Pour exemple, le bilan croisé des compétences d'un agents travaillant dans un SIP, comporte 5 pages et 73 tâches ( en brigade ce sont 100 tâches) où l'agent va s'évaluer.

Comment ne pas faire le lien avec sa notation ? Comment l'agent va t-il pouvoir faire appel de sa notation et donc demander une majoration s'il est expert dans une tâche ( exemple la comptabilité) et pas du tout dans les autres ? Quel sera la position de l'administration en CAP locale avec un tel support?

SOLIDAIRES Finances Publiques en demande purement le retrait.

- Autre point ; la réapparition pour la filière fiscale du tableau synoptique et la dégradation par la synthétisation de ce même tableau pour la FGP.
- Sur la détermination de l'identité de l'autorité hiérarchique.
- Le manque de précision sur la formulation du recours hiérarchique par les agents
- Sur les conditions de demande d'entretien par l'agent à l'autorité hiérarchique (frais de déplacement, autorisation d'absence de l'agent et de son représentant syndical)
- La répartition de la réserve entre les recours hiérarchiques et la CAPL

Tout comme cela a été organisé pour la mise en place des nouvelles règles de gestion en matière de mutation et de mise en place des RAN, Solidaires Finances publiques regrette qu'aucune réunion d'information à destination des agents n'ait été organisée sur les sites du département. Seul, un dépliant de 5 pages existe sur Ulysse Nord, et a été envoyé par mail aux agents.

Les représentants de SOLIDAIRES Finances Publiques, que ce soit en CTL ou en CAPL s'inquiètent de la répercussion de ces changements d'entretien et de notation pour les agents.

### Création du STC

Cette présentation nous est faite à ce CTL suite à nos critiques sur les projets présentés dans cette instance après leur réalisation.

Pourtant, le projet proposé n'est pas le bon, et vous êtes en attente de la réponse de la Centrale sur les plans corrigés, mais dont nous n'avons pas copie à ce CTL.

Dans le même esprit que le centre d'encaissement, il s'agit bien à nouveau de retirer une mission aux services de proximité, sous prétexte d'une rationalisation au profit de l'industrialisation des tâches.

L'ombre de l'externalisation menace encore une fois, comme ça l'est pour le scannage des 2042. La poignée d'agents de la DRFIP qui travaille dans le service déjà ancien de la Caisse de Dépôt et de Consignation appréciera d'apprendre l'annonce du renforcement du partenariat avec celle-ci.

Enfin, en questions diverses, SOLIDAIRES Finances Publiques abordera plusieurs point :

- La visite de Mr Jacquet au CPS de Lille
- un point sur la fiabilisation des valeurs locatives foncières professionnelles ainsi qu'un point sur la révision foncières de ces valeurs locatives
- un point sur le scannage des 2042
- un point sur la situation catastrophique de la trésorerie de Le Catteau
- un point sur l'accueil de la cité administrative